

Schiltigheim

Un soutien pour l'ARSEA qui accompagne 400 Ukrainiens

La direction de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a récemment fait un don à l'Arsea, qui accompagne environ 400 déplacés ukrainiens. Une générosité saluée par l'association.

Par J.R. - Hier à 15:02 | mis à jour hier à 17:06 - Temps de lecture : 3 min

🗨️ | 📄 | Vu 112 fois



01 / 03

Vêtements, couvertures, produits d'hygiène et même jouets, la PJJ a déposé un beau don à l'Arsea, qui accompagne environ 400 déplacés d'Ukraine. Photo DNA.



Vêtements, couvertures, produits d'hygiène et même jouets, c'est une camionnette pleine de dons qui est arrivée fin avril à l'Arsea [de la part de la PJJ](#). L'association a réceptionné la livraison sur son site de la rue d'Adelshoffen. Une générosité saluée par l'Arsea et son président Philippe Richert : « On collabore sur de vrais grands défis. D'habitude, nous travaillons ensemble avec la PJJ pour les mineurs. Là, des salariés ont décidé eux-mêmes de mener une action. »

Tout est en effet parti de la volonté de salariés de la direction de la PJJ Grand Est basée à Nancy. « On n'est pas qu'une administration qui met des tampons. Quand un drame survient, on se sent forcément mobilisés. » Laurent Grégoire, directeur interrégional de la PJJ Grand Est, s'est demandé : « Qu'est-ce qu'on peut faire ? » « À Nancy, la ville organisait une collecte, et on a voulu y participer. Mais le succès était tel qu'ils ne prenaient plus rien. On a stocké les dons pendant trois semaines et finalement, on a vu que l'Arsea accueillait des Ukrainiens et avait des besoins », détaille Jean-Philippe Gurecki, chargé de communication à la direction de la PJJ Grand Est, venu déposer le don à l'Arsea avec un chauffeur, Virgyl Martin.

La PJJ s'occupe des mineurs en conflit avec la loi (13-18 ans) au civil comme au pénal, avec comme credo « l'éducatif prime sur le répressif ». Elle s'inscrit aussi comme un des acteurs de la protection de l'enfance. Dans le Grand Est, environ 14 000 jeunes sont ainsi accompagnés, par le biais de partenariats avec différentes associations habilitées, comme l'Arsea. « On sort peut-être du cadre de notre métier. Mais, là, c'est de l'humain, et on s'intéresse à l'humain, souligne Jean-Philippe Gurecki. On est 55 personnes à la direction interrégionale, on a des équipes engagées, qui ont une vraie vocation. C'est également un moyen de renforcer nos liens entre structures. »

Environ 800 personnes à accueillir

Aujourd'hui, l'Arsea accompagne près de 400 Ukrainiens, dont une trentaine sur le site schilikois. D'autres sont répartis dans des logements d'accueil d'urgence, dans des appartements loués par convention avec l'Abrapa ou encore dans un hôtel à Entzheim. « L'accueil doit continuer à être organisé. À moyen terme, on table sur environ 800 personnes à accueillir », précise Philippe Richert. « C'est pour cela qu'on a mis en place une direction spécialisée, complète René Bandol, directeur général de l'Arsea. Les démarches administratives et médicales peuvent être chronophages. Mais on a le soutien des bénévoles. Pour la traduction, on utilise les smartphones, mais on a aussi, sur chaque site, un salarié russophone. »

Suivi médical

En plus des questions de logement, de nourriture et de scolarité, l'Arsea travaille sur les problématiques de santé de ces réfugiés. « Les déplacés ukrainiens arrivent potentiellement avec des pathologies. Certains, en chimio, ont connu une rupture de soins. D'autres souffrent de diabète, d'infections, de problèmes cardiaques graves, etc. Ils ont besoin d'un soutien médical », explique Nadia Kechid, directrice chargée de l'accueil et de l'accompagnement des déplacés ukrainiens. Et d'ajouter : « Ici, on peut faire des premiers soins et mettre en place un suivi médical ».

Sur le site d'Adelshoffen et sur celui de la Petite France, l'association dispose d'un médecin à mi-temps et d'une infirmière à plein temps. La santé est une question dont elle s'était déjà emparée, notamment, en accueillant des personnes précaires souffrant du Covid sur le site schilikois.